

La protection sociale, variable d'ajustement des politiques d'austérité :

Comme dans tous les autres pays d'Europe, la crise de la dette, la mise en place de politiques d'austérité sont le prétexte à l'attaque de la protection sociale sous toutes ses formes (santé, action sociale, retraites, politique familiale, systèmes de sécurité sociale, assurance chômage...).

**Le gouvernement n'a pas rompu
avec la politique de Sarkozy.**

Les plans d'économie de la sécurité sociale concernent tous les domaines : une grande partie de la population n'a plus accès aux soins et y renonce. Les dépassements d'honoraires et les déremboursements des soins coûtent de plus en plus cher.

La désertification sanitaire s'amplifie par la fermeture d'hôpitaux et de services de proximité.

Les politiques d'austérités aggravent la précarité et créent une misère croissante. Dans le même temps les réponses sociales, pour garantir les droits de la population, ne sont plus à la hauteur des enjeux (diminution drastique des budgets sociaux).

Les premières victimes de la crise : les chômeurs-ses, les jeunes précaires et les retraité-e-s, les malades et les handicapé-e-s, se voient privés de leurs principaux droits à la santé, au logement, à un revenu décent dans tous les cas où ils sont privés des revenus du travail.

**La santé, l'action sociale, la Sécurité Sociale, les
retraites : c'est l'affaire de tous.**

Le droit à la santé et à la protection sociale ne sauraient être l'apanage des seuls professionnel-le-s. C'est l'ensemble de la population qui a le devoir de se mobiliser pour préserver les outils de solidarité.

Il y a urgence à agir contre la voracité des assurances privées, des multinationales de la santé (pharmacie, groupe de cliniques privées) et du secteur bancaire !

**La santé n'est pas une marchandise,
le social n'est pas à vendre !**

L'Union syndicale SOLIDAIRES s'inscrit totalement dans la campagne unitaire du collectif Notre Santé en Danger qui regroupe des Associations d'usagers, des comités de défense des hôpitaux de proximité, des syndicats professionnels (Fédération SUD Santé Sociaux, Fédération CGT Santé Action Sociale...), des partis politiques...

**Grèce, Espagne, Portugal laboratoires de
la marchandisation de la santé et de la
protection sociale.**

Le FMI, la Banque Centrale Européenne, et tous les gouvernements ont soumis tous les peuples d'Europe à un plan concerté, décliné différemment dans chaque pays qui vise à détruire une protection sociale solidaire et égalitaire, une santé et une action sociale accessible à tous partout et tout le temps.

Depuis des mois, une mobilisation très importante existe dans ces trois pays. Etre solidaires, c'est d'abord construire la mobilisation dans notre pays pour éviter demain la destruction, partout, des principales conquêtes sociales.

**Retraites : contre leurs mauvais
coups, organisons-nous !**

A la grande satisfaction du patronat, le gouvernement annonce une nouvelle contre-réforme des retraites. Allongement de la durée de cotisations, diminution des pensions, décote, ... comme en 1993, en 2003, en 2007, en 2010, on va nous dire qu'il faut «sauver les retraites» alors que leur objectif est de diminuer les droits des travailleurs et des travailleuses.

La fin des exonérations de cotisations sociales, le règlement de la dette patronale, l'arrêt de la fraude sociale du patronat, ainsi qu'une autre répartition de la richesse créée, plus favorable aux salarié-e-s, pourrait garantir nos retraites pour très, très longtemps !

Le gouvernement préfère prendre dans la poche des salarié-e-s et des retraité-e-s que de s'affronter réellement au «monde la finance» qui s'alimente en parasite de la richesse créée par le travail !

La mobilisation c'est maintenant !

**Toutes et tous le 15 juin à PARIS à la
manifestation nationale unitaire**